

LA GOUVERNANCE : LEVIER NORMATIF DE LA GLOBALISATION

Bernard HOURS

Les sciences qualifiées de sociales et humaines ont, dans le passé, et en particulier depuis le XIX^e siècle, pris pour objet la société et ses composantes (groupes, familles, classes...) et les normes et valeurs (qui constituent la culture) qui permettent de produire du sens en société, le sens de la société, du lien social au-delà des rapports sociaux concrets et des échanges de toute nature. Sous le regard des sciences sociales, la globalisation se présente d'abord, et essentiellement, comme une extrême production normative de règles économiques, morales, afin de rendre d'abord pensable, puis gérable, un monde unifié par l'interdépendance globale qui y règne. La bonne gouvernance se présente comme une nécessité ou une référence obligée. Cette interdépendance qui accable les uns et excite les appétits des autres est à la fois causée par la globalisation en même temps qu'elle la produit. On a dit et redit, à juste titre, que la globalisation est compression du champ et de l'espace. Elle modifie presque toutes les échelles de mesure antérieures. Et pourtant les États-nations continuent d'occuper le champ politique, s'affrontant ou négociant pour optimiser leurs ressources, leur rang, leur statut. Malgré toutes les normes démocratiques édictées, un nombre non négligeable de dictateurs et de tyrans s'observe, qui récusent l'ingérence, fût-elle passive, au nom d'une souveraineté souvent acquise par la violence politique.

On abordera la gouvernance comme levier de la globalisation en identifiant d'abord les multiples champs où elle produit des normes globales et globalisantes, telles que l'économie, la santé publique, la politique. Dans tous ces domaines la gestion des risques est au centre des normes de gouvernance.

On analysera ensuite le phénomène majeur constitué par la naturalisation des sociétés et des sciences sociales qui tend à déplacer la totalité des objets des sciences sociales, celles-ci devenant des sciences « naturelles » de la société naturalisée.

On abordera enfin la dépolitisation du social qui est le second caractère principal, que permet d'observer la globalisation, dans ses intentions, comme dans ses effets, c'est-à-dire en termes de logiques idéologiques. L'hypothèse initiale posée affirme que la notion de bonne gouvernance est l'outil principal pour rendre pensable le « global » car il s'agit d'une norme unique et unifiante, au-delà de ses déclinaisons sectorielles (économie et finance, santé, sécurité, politique, environnement...).

La gouvernance, norme des normes

La gouvernance a fait l'objet d'analyses fouillées dont la limite provient souvent de leur caractère sectoriel. Politique, administrative, managériale, la notion renvoie d'abord à une gestion « bonne » ou optimisée. La performance dans la gestion est l'un des principaux objectifs et elle se décline dans chaque secteur susceptible ou requérant d'être géré, c'est-à-dire organisé dans la durée, en vue d'atteindre des objectifs identifiés et sans surprises. Ainsi l'antithèse de la bonne gouvernance c'est l'accident imprévu, qui signale un défaut de prévision, voire de précaution, dans l'entreprise comme dans la société.

Les références allusives et imprécises à la notion de gouvernance se sont rapidement développées, comme s'il s'agissait d'un concept élastique ou bouche-trou. On l'applique à une foule de champs, tels les biens communs, les ressources naturelles, les sociétés, collectivités, associations, organisations de tous profils. Tous ces usages renvoient à une « bonne gestion », qualité qui se juge à l'aune de plusieurs critères tels que la transparence, l'efficacité, la durabilité... On remarque que les critères de gouvernance sont particulièrement ambigus dans la mesure où ils semblent à la fois mesurer des performances objectives et des valeurs plus éthiques telles que la transparence, la démocratie, le respect de l'environnement. On mesure là le caractère profondément idéologique de la gouvernance. C'est celui qui est analysé ici en termes de logiques idéologiques à l'œuvre, qui mettent en scène des performances moralisées, des objectifs techniques et éthiques à la fois.

La gouvernance économique ou la moralisation du capitalisme

Elle est abordée dans la mesure où le milieu de l'entreprise a été l'un des principaux berceaux du concept de gouvernance. C'est la dimension de bonne gestion ou de gestion optimisée qui est ici centrale, avec d'une part la mesure de

résultats et d'autre part, celle de la manière dont ils ont été obtenus, c'est-à-dire la méthode. À cet égard l'impact médiatique des suicides à France Télécom ou chez Renault montre que la non prise en compte de la souffrance au travail est désormais considérée comme un indicateur négatif de gouvernance.

La gestion des ressources humaines suppose de mesurer des facteurs situés en amont de la production de biens ou de services. Il ne s'agit plus seulement de piloter une machine, mais de gérer les ressources humaines sans dérives contre-productives. La bonne gouvernance, dans le contexte du travail, considéré comme un facteur de production, consiste à optimiser l'exploitation de la ressource tout en limitant les risques de saturation, d'explosion, de perte de contrôle. Le suicide des salariés fait plus de mal à l'image d'une entreprise qu'une grève classique si elle est sectorielle.

L'accident de travail choque moins l'opinion que le suicide car ce dernier constitue une protestation contre un défaut de gestion, d'attention, qui souligne la toxicité d'un système ainsi que l'absence d'anticipation d'un risque de dissidence, c'est-à-dire de sortie du système, fût-ce par le bas : la destruction ou la mort du salarié par lui-même. L'attentat à la vie (d'un tiers ou la sienne) est en effet l'acte le plus subversif, comme le montre l'émoi provoqué par les assassinats de « victimes innocentes », de personnels humanitaires ou les suicides en entreprises.

Si l'on regarde au-delà du monde du travail, la bonne gouvernance en économie renvoie à la notion de maîtrise. Celle-ci s'applique à la production de biens et services, mais aussi et plus encore depuis la crise de 2008, au monde de la finance qui, à travers le phénomène dit de financiarisation de l'économie réelle, a envahi, et en partie phagocyté les marchés de plus en plus déréalisés. Les échanges économiques s'effacent devant les flux financiers qui n'en sont pourtant qu'un des aspects, voire une simple conséquence. Même la microfinance, d'abord destinée à produire des revenus pour des pauvres est parfois gangrenée par la perte de contrôle de l'endettement effréné de micro-entrepreneurs sans filet à qui l'on vend des prêts comme placement de capitaux. Ces dérives financières créatrices de bulles sont largement imputables à l'intégrisme néolibéral qui, à la fin de la guerre froide, a divinisé le marché autorégulé au mépris de toute précaution. Le marché a ainsi avalé l'économie, la pièce a effacé le théâtre, avec les résultats que l'on sait, en termes de volatilité chronique, de crise durable.

Dans ce paysage de crise, où les économies asiatiques et sud-américaines semblent plus solides que l'Europe en termes de perspectives, la bonne gouvernance prend des allures de régulation, de maîtrise nécessaire de l'économie de marché. Celle-ci est apparue comme le principal champ global, comme marché mondial où la Chine a pris la place que l'on connaît.

C'est pourquoi désormais, à l'agenda de la bonne gouvernance globale figure en première ligne la moralisation du capitalisme. Après le culte des

performances financières en forme de bulles qui éclatent, la bonne gouvernance consiste à affirmer que celle-ci doit être bonne, c'est-à-dire bénéfique, pour une majorité de « créatures globales », hommes, femmes et enfants, citoyens virtuels d'une humanité virtuelle elle aussi. On se trouve au cœur des questions classiques des sciences sociales sur les inégalités, l'équité, l'usage légitime de la richesse mais en des termes nouveaux. Réfléchir à la justice, sans dire son nom, amène aujourd'hui à parler de valeur, financière plus sociale, et c'est une rupture importante qui explique des déplacements de concepts. À force de ne parler que des riches et de la richesse, la lutte contre la pauvreté qui a remplacé le développement économique et social du siècle passé, devient profondément morale. Au moins dans ses intentions et malgré les spectacles philanthropiques ou les spéculations sur la microfinance.

Toutes ces initiatives sont bénies en termes de bonne gouvernance car elles donnent à voir des tentatives de pilotage éthique d'une planète en crise économique et environnementale. La vogue du *care* s'inscrit elle aussi dans une gouvernance éclairée, sensible, émotionnelle, au-delà, et peut-être pour masquer la sauvagerie du marché, de la concurrence débridée, la violence qui monte avec l'incivilité. Cette violence est en effet le risque principal susceptible de perturber toutes les « bonnes gestions » et les « bonnes gouvernances » de la planète. Le gouvernement chinois en sait quelque chose, avec ses milliers de révoltes locales, soigneusement isolées, et les politiques sociales engagées dans les prochaines années, avec en particulier la protection sociale en projet rapproché.

Ces remarques sur la gouvernance économique amènent à souligner la contradiction qui demeure entre accumulation des profits et moralisation du capitalisme. La gouvernance économique, c'est avant tout prévoir et prévenir les crises car celles-ci sont créatrices de risques de violences sociales incompatibles avec de bonnes performances de croissance du PIB.

La gouvernance politique ou comment exporter la démocratie occidentale

Cette démocratie est abordée ici comme norme globale. Notion administrative ou territoriale, la gouvernance signifiait sous Louis XIV la région administrative principale de l'Artois avant de désigner la résidence du gouverneur colonial au Sénégal. Dans le champ politique, la bonne gouvernance consiste désormais principalement à diffuser les bons usages, à savoir la transparence, la démocratie, la liberté des médias, le pluralisme politique, on ne saurait mieux condenser le credo historique de la démocratie américaine en y ajoutant les voix de la société civile pour une mesure complète.

La bonne gouvernance recycle en effet la croyance démocratique américaine selon laquelle une saine dynamique sociale résulte du libre jeu des trois forces que représentent l'État, le marché, la société civile. Dans ce triangle se développe la démocratie. C'est pourquoi le développement (parfois l'installation ou la greffe) de la société civile, constitue un leitmotiv de la bonne gouvernance, telle qu'elle est invoquée par les grandes instances multilatérales, Banque mondiale et Commission européenne en particulier. Dans la plupart des contextes l'État et le marché sont présents et sont parfois otages réciproques. La société civile, malgré son caractère abstrait en tant que concept, est plus rarement présente, libre, mûre. Parce qu'elle est constituée de voix multiples sa liberté est toujours aussi fragile. On lui substitue fréquemment la voix unique, présentée comme polyphonique, d'États autoritaires, ou de chefs d'États entrepreneurs de leur pays.

Les dérives autoritaires observées en Russie, en Chine, en Hongrie, en France parfois, sans parler des pays mis au ban de la bonne gouvernance (Birmanie, Biélorussie, Turkménistan...) manifestent une tendance forte, avec leur manipulation des médias, les dérives ethnicisantes ou racistes, rémanentes lorsqu'apparaît une crise historique.

Si ces pays sont solvables, ils ont droit au pire, à des « préoccupations », mais la Banque mondiale, le FMI et tout le système financier international leur accordent les prêts demandés car l'argent n'est pas une marchandise éthique mais une valeur financière.

La gouvernance politique suppose d'observer une gestion démocratique en termes de participation de la société civile. Lorsque celle-ci n'existe pas car elle n'a pas d'histoire, ou qu'elle est bâillonnée par un tyran, la voix de la société civile est importée ou greffée à travers des ONG d'exportation de la démocratie, une spécialité américaine, observée en Roumanie, en Asie centrale, dans tout l'ex-empire soviétique, aux frontières de la Chine, symbole de société civile muselée (Heemeryck, 2010, Hours, Selim, 2010).

Dans la société civile, les femmes sont une figure emblématique à travers les politiques de genre, visant à leur garantir une juste place dans la société. Celle-ci constitue un signe de bonne gouvernance et, à défaut de résultat, de bonnes intentions appuyées sur des initiatives législatives signalant une prise en compte de cette aspiration légitime car morale. Plus généralement la bonne gouvernance condamne toutes les formes de discrimination à l'égard de « minorités visibles » expression symptomatique de l'embarras de parler à la place de gens qui n'ont pas la parole dans une société civile de libre expression.

Ces analyses amènent à voir dans la société civile le maillon faible, dans la réalité, du triangle démocratique. Il s'agit pourtant d'un maillon dont la gouvernance ne saurait faire l'économie, si elle veut être bonne pour la

majorité, c'est-à-dire démocratique. D'où l'abondante rhétorique présente dans les discours sur les normes de gouvernance.

La presse, comme les partis politiques, sont soumis à des contraintes financières fortes. Ils sont donc exposés à la corruption éventuelle et à des manœuvres pour influencer l'opinion publique, sorte de société civile au rabais que les sondages se font un devoir d'analyser à grands frais. Les élections ne se déroulent pas seulement le jour du vote. Elles commencent longtemps auparavant, dès que paraissent des sondages sur les intentions de vote. Cet instrument de relative transparence devient assez fréquemment, en partie, un instrument de fabrication de l'opinion. Les intérêts politiques et économiques en jeu exposent la transparence à devenir ici une marchandise éthique dont le caractère démocratique est sujet à discussion.

La gouvernance politique, parce qu'elle s'identifie à la construction de la démocratie occidentale comme norme globale s'expose à une fragilité chronique dans la mesure où elle fait abstraction des histoires et des structures sociales d'exploitation et de domination qui se reproduisent. S'il ne s'agit pas ici de critiquer, en soi, la démocratie et la transparence, on est amené à souligner la nécessité de séparer les aspirations de la réalité, au risque de sombrer dans un idéalisme impuissant à modifier les choses qui se transforme en alibi et entretient le *statu quo*. Les normes politiques de la bonne gouvernance font l'apologie de la transparence démocratique mais elles sont produites dans les organisations technocratiques multilatérales, c'est-à-dire des bureaucraties pesantes et opaques, sans aucun débat dans des enceintes démocratiques publiques. Les ONG sont la caution démocratique requise pour blanchir l'opacité bureaucratique multilatérale et c'est aussi pour cela qu'elles sont financées par les mêmes organisations multilatérales.

S'il est un domaine où la dimension multilatérale s'impose, c'est bien celui de l'environnement qui a mis en exergue l'interdépendance planétaire comme incontournable.

La gouvernance environnementale

Présentée comme une nécessité devant la montée des risques environnementaux, la gouvernance semble moins reposer sur des pré-supposés idéologiques (marché, démocratie) que sur des évidences « scientifiques ». L'entité à piloter serait réelle, concrète : sous le nom de planète on désigne alors le territoire des espèces, un lieu délocalisé, partagé, peuplé de créatures diverses, dans la biodiversité qui mérite d'être protégée contre les risques qui la guettent. L'interdépendance est complète dans l'environnement car les frontières n'arrêtent pas les cataclysmes naturels, climatiques, les maladies, les pollutions diverses. La planète apparaît ainsi comme le prototype du bien commun ou bien public. La prise de conscience environnementale rend ainsi beaucoup plus pensable et plausible une société

civile mondiale dont la gouvernance politique ne cesse d'évoquer le contour, bien flou et abstrait tandis que l'environnement semble diaphane d'évidences, plus transparent que les sociétés politiques. L'environnement est l'objet et le champ rêvé de la gouvernance, bonne pour la nature et bonne pour les créatures qui la peuplent. L'édiction de normes environnementales globales se heurte à des enjeux économiques et politiques nationaux qui apparaissent dans les débats sur le protocole de Kyoto ou l'échec de la conférence de Copenhague. Néanmoins ces obstacles sont à la mesure des enjeux en termes de gouvernance globale. Normaliser et réguler l'économie mondiale, les régimes politiques des nations, l'environnement global, constitue bel et bien le projet sous jacent à toute ambition de gouvernance de la globalisation.

C'est pourquoi les paradigmes des sciences sociales sont déplacés en partie. Parmi ces déplacements la naturalisation des sociétés constitue un phénomène majeur.

La gouvernance comme naturalisation du social

Le remplacement du développement économique et social, projet du XX^e siècle, par le développement durable, concept du XXI^e siècle, constitue l'un des signes principaux de la naturalisation des sociétés au troisième millénaire. La prise en compte de l'environnement a pesé très lourd dans cette mutation qui substitue à la croissance économique brute la dimension de durabilité, c'est-à-dire qui inscrit la nécessité d'épargner les ressources au lieu de les exploiter sans limites, en parfaite contradiction avec la frénésie de profits rapides observée dans la finance. Ce n'est évidemment que dans un contexte de globalisation que peut faire sens un tel changement qui constitue une rupture avec l'humanisme de la Renaissance et les philosophies des Lumières qui plaçaient l'homme au centre d'un univers à dominer, à vaincre, à exploiter. La prise de conscience de la rareté des ressources naturelles et des risques environnementaux constitue une rupture sans retour avec l'humanisme précédent. Aujourd'hui l'homme est une créature fragile exposée aux risques écologiques et sanitaires. Il n'est qu'une espèce dans la biodiversité et doit ménager les autres, sociales, culturelles, mais aussi naturelles, dont les animaux. Une forte leçon de modestie se dégage des discours environnementaux : l'homme n'est plus le maître mais bien plutôt un sujet dans la nature, parmi d'autres espèces. L'introduction de la « sociodiversité » pour faire pendant au règne de la biodiversité pourrait sonner le glas de sciences sociales traditionnelles arrimées depuis le XIX^e siècle à la notion de société et à des interrogations sur la nature des liens sociaux et leur genèse.

S'interroger sur la nature de la société, la nôtre ou d'autres, désormais voisines, ne fait plus guère recette. La diversité alimente les dérives, les

préjugés ethnico-culturels ne se sont jamais si bien portés depuis la colonisation. L'intolérance aux normes et valeur d'autrui subit une étrange évolution. D'un côté la tolérance est affirmée comme vertu républicaine ou démocratique. De l'autre, des mesures d'exclusion sont prises à l'encontre de la « pollution de l'espace public » par des pratiques jugées non conformes à un label de normalité lisse. Il s'agit plus précisément de l'appartenance non plus à un groupe porteur d'identité, de normes, de valeurs, mais à une humanité abstraite, bardée de droits de l'homme, sans inscription territoriale.

Cette humanité est exactement celle que mettent en scène les normes de bonne gouvernance, avec leur incantation d'une société civile enchantée, où la diversité serait lisse et les trottoirs bien balayés, avec une participation communautaire spontanée, comme dans les mythes du développement social aussi bien que durable. Apparaît ainsi la vision irénique d'un monde sous bonne gouvernance, où les ouvriers sont gentils et suivent leurs entreprises au gré des délocalisations, où les conflits sont gérés à la source, par des RDH aussi performants qu'éclairés, où toutes les diversités communient dans l'expérience heureuse de leurs différences. La société (ou les sociétés) n'est plus l'objet principal des sciences sociales. Elle est progressivement remplacée par des entités d'ordre naturel, à savoir la planète, l'environnement, la nature, l'air, l'eau, le milieu... dans lesquelles l'homme n'est qu'une créature qui a besoin des régulations apportées par d'autres créatures, animaux, insectes, engagées dans une sorte de lutte biologique ou de nettoyage des pollutions pour que les ressources se renouvellent.

Le souci des générations futures est mis en avant dans le développement durable qui vise à préserver ou à restaurer des équilibres naturels, invoqués à la fois comme des âges d'or passés et des modèles à atteindre. Il y a de « la fin de l'histoire » dans cette conception contemporaine d'un monde naturalisé. Les dynamiques sociales, notions importantes au siècle dernier, sont remplacées par la notion d'équilibre qui induit d'autres types d'études, où les sujets humains ne sont plus des acteurs de l'histoire mais des exemplaires d'une espèce disciplinée, consciente de l'interdépendance absolue que génère la gestion des risques comme principal projet global et condition de la globalisation.

Être responsable aujourd'hui, c'est encore s'inquiéter des inégalités injustes, mais c'est de plus en plus porter en soi des normes de prise en compte des liens de l'interdépendance généralisée dans la gestion de notre santé, de nos ordures ménagères, de notre consommation d'énergie, de notre vitesse au volant... La liberté s'applique moins à la vie quotidienne qu'au domaine ludique des loisirs et spectacles consommés. Les liens tissés par internet et la téléphonie permanente renforcent ces attaches et découvertes dites connections. Dans cet univers, le consommateur durable, bardé de liens contractuels se partage la vedette avec le développement durable, le retour à

la frugalité volontaire (ou contrainte par la pauvreté), l'économie de ressources, la conscience de l'environnement. Celui-ci apparaît comme le prototype de l'équilibre et de l'harmonie mais aussi comme un marché en voie de moralisation grâce aux investissements éthiques. Quant à la pollution, elle fait, elle aussi, l'objet d'un marché puisqu'on peut l'exporter dans un pays pauvre par corruption, ou la vendre sur le marché du carbone.

Pour compléter le tableau de cette naturalisation des sociétés, extrêmement rapide, les catastrophes climatiques remplacent en partie les révolutions et violences politiques dans les médias. Les événements climatiques mobilisent de plus en plus l'attention tandis que les partis politiques et les élections intéressent de moins en moins, sauf les dérives populistes et radicales qui entretiennent la flamme d'un espace de débats de plus en plus naturalisés mais aussi culturalisés par des références religieuses souvent réductrices ou caricaturales, les normes et valeurs des sciences sociales passées étant replacées dans un univers naturalisé de comportements, lourds d'hérédité, de génétique, c'est-à-dire de déterminismes à dominante naturelle (biologique).

En effet, la vogue croissante du comportementalisme participe à la naturalisation des sciences sociales. En analysant les conduites des acteurs sociaux par référence à des schèmes de comportement déterminés, cette naturalisation tend à mettre en place des pathologies du comportement qui réduisent la liberté d'interprétation des pratiques sans parler de dépolitisation, puisque entre chiens de Pavlov il n'y a guère de place pour des choix de société.

La naturalisation évoquée constitue l'un des principaux ressorts de la globalisation.

Sa mise en œuvre repose sur la diffusion de normes édictées au nom d'une gouvernance tout à la fois morale, environnementale, solidaire, la solidarité s'interprétant en termes d'interdépendance, de prévention et de protection de notre espèce et non plus en termes politiques de liens sociaux.

Dépolitiser le social pour consommer durablement

Affirmer que naturalisation et dépolitisation participent de la même dynamique de gouvernance globale (bonne par nature) suppose d'évoquer l'effacement ou l'occultation de la société par la nature devenue l'instrument essentiel pour penser et nommer la totalité des hommes en sociétés.

Hegel définit la société comme un « cercle de cercles », c'est-à-dire comme un système d'intégrations multiniveaux. Michel Freitag affirme que c'est l'État-nation qui permet historiquement de concevoir la société comme totalité. Il s'interroge : « la réalité de la société peut-elle disparaître (notamment à travers l'extension généralisée d'une réalité systémique opérant selon des mécanismes autorégulateurs et autoréférentiels) en laissant

subsister la socialité et l'historicité¹ ? » Cette interrogation amène à se pencher sur la régression politique que provoque la naturalisation évoquée aussi bien que la réalité systémique que représente la globalisation avec la gouvernance comme principal outil et levier de reproduction.

Dans le « cercle de cercles » de Hegel il y a place pour une représentation de la société civile mais surtout une référence à l'État comme symbole d'identité. Les bouffées de nationalisme observées aujourd'hui dans le champ politique pourraient être dues à la montée en puissance des normes globales diffusées par la bonne gouvernance. L'État-nation inscrit un cadre politico-territorial doté de frontières ou limites où peut se représenter une centralité idéale et symbolique. Ce centre nécessaire permet l'existence d'un cercle englobant d'autres cercles et la représentation d'une totalité, celle de l'État plutôt que celle de la planète d'aujourd'hui. Michel Freitag oppose à ces logiques politico-sociales une logique systémique globale. Il écrit :

« En un mot, le procès de la globalisation telle qu'elle est activement pratiquée vise à assurer l'hégémonie de la logique économique sur l'ensemble de la vie collective au niveau mondial, et le mode de fonctionnement d'une économie automatisée de manière globale n'est précisément plus une « logique sociale mais une logique systémique. » (Freitag, 2004, article cité p. 22)

Il appuie son analyse sur la théorie de Niklas Luhmann (Luhmann, 1999) et souligne :

« Le monde opératoire systémique n'implique aucune référence à aucune identité et altérité » possédant une consistance et une cohérence ontologiques propres, les systèmes produisent et reproduisent d'eux-mêmes et en eux-mêmes la césure autour de laquelle ils construisent leur opposition à tout ce qui se présente dans leur « environnement », et cet environnement se réduit aux informations que le système doit traiter pour assurer sa propre reproduction. Un système est donc de manière radicale un procès sans sujet ni fin. » (article cité p. 23)

Dans cet univers systémique toute réflexivité est exclue remplacée par une réactivité informationnelle de type pavlovien. Michel Freitag conclut :

« sur le plan proprement conceptuel, le sujet disparaît de l'univers systémique et avec lui le sujet collectif qu'est la société avec ses « objectivations réflexives » et ses médiations. » La réalité selon Luhmann est radicalement a-symbolique et non synthétique. Dans la réalisation (le devenir réel) de l'aliénation systémique disparaît donc aussi toute dialectique de l'aliénation et de l'émancipation avec sa référence centrale au sujet *a priori* de la sensibilité et du jugement et son ouverture critique. » (article cité p. 24)

1. Freitag (2004), p. 22.

La désocialisation des relations interindividuelles est un constat largement partagé car c'est bien la disparition progressive du sujet sociopolitique qui est en question. Cet effacement s'opère suivant deux lignes. La première est évoquée par M. Freitag. Il s'agit d'un transfert radical de pertinence d'un champ social et politique à un système globalisant et global. Le champ social et politique est historiquement traversé par une dialectique entre aliénation et émancipation, base des grands récits de la modernité. L'univers subjectif et symbolique du sujet y est très présent. Dans le système, la soumission conditionne la participation, non plus à une société mais au système qui se donne comme unique, exclusif, hors de tout espace-temps, comme un logiciel universel ou l'individu n'est pris en compte que dans sa préférence immédiate, cliquée en temps réel, immédiatement captée ou capturée comme l'avis immédiat d'un consommateur, le seul sujet intéressant le marché des biens, des services ou même des émotions. Être connecté c'est participer et exister. La logique systémique fait bon ménage avec celle de la naturalisation du social. Ces deux logiques se conjuguent et se renforcent dans la gouvernance globale qui est, entre autres, un mode d'emploi de la participation, de l'appartenance au système et non plus à une société.

Le sujet politique, le citoyen ainsi qu'on l'appelait dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, fait place à un homme abstrait équipé de droits abstraits comme exemplaire de l'espèce ou du genre homme. C'est un sujet biologique dont la médecine et l'action humanitaire s'occupent à prolonger la vie et un sujet consommateur et informatique qui intéresse le marché. Il a des droits comme consommateur et internaute ou plutôt des protections contre des atteintes excessives à sa vie privée ou à ses ressources. Il s'agit de moins en moins d'un citoyen comme en témoigne le recours verbal répétitif et incantatoire à la citoyenneté en déroute et de plus en plus d'un consommateur d'émotions médiatisées dont la subjectivité se réfugie dans la souffrance au travail ou la déprime. La société le protège de moins en moins et l'inquiète de plus en plus car la solidarité sociale fait place à des protections où la philanthropie humanitaire se développe tandis que la protection sociale s'érode, cible ses clients et en exclut certains. Ces derniers deviennent à leur tour les clients de services spécialisés destinés à des exclus, non citoyens. Toute centralité de l'État-nation a disparu dans ce paysage. L'État n'est plus qu'un des acteurs de la philanthropie universelle déclenchée par la mondialisation du capitalisme dont on connaît la vocation philanthropique historique tout comme ses capacités d'exploitation des ressources, fussent-elles émotionnelles ou morales.

L'affaiblissement de la centralité ou de la totalité représentée par la société ouvre la voie aux dérives communautaires, plus précisément racistes et religieuses. Le citoyen devenu un animal docile s'investit dans la

consommation de marchandises et de spectacles identitaires en état d'inflation rapide provoquant une ethnicisation du débat politique et des gouvernements qui gèrent des émotions plutôt qu'ils opèrent des choix de société.

Ce « corps social » ressemble de plus en plus à un corps biologique, bardé d'électrodes pour enregistrer ses émotions pré-électorales.

L'installation prochaine de votes par ordinateurs affichera cette mutation. Hors débat, dans la pseudo intimité de leur isolement numérique, les citoyens consommateurs utiliseront la même touche pour choisir leur lessive et le président de la république. Dans cette dépolitisation ou ce monde post-politique, il existe encore des institutions, des assemblées, des parlements. Ces lieux, ces représentants, ces mandats, sont exposés aux mêmes contraintes systémiques et « naturelles » que quiconque. Entre l'État affaibli par l'intégrisme néolibéral, le marché, prototype de la globalisation, on invoque la société civile, riche et diverse, plurielle, pour restaurer un champ politique affaibli. C'est en effet là que gisent des ressources, plus ou moins alternatives. Celles-ci sont néanmoins exposées à être captées par le système pour fonctionner en organisations technocratiques gérant des problèmes particuliers, de minorités multiples, sans la capacité essentielle d'agir directement sur les causes des problèmes et sur les conditions structurelles qui produisent ces problèmes, hier politiques et publics, aujourd'hui techniques ou émotionnels.

C'est au fond la justice qui a disparu le plus radicalement du paysage, car la lutte contre la pauvreté n'a aucun rapport avec la justice qui est une exigence politique et morale. C'est cette aspiration à la justice qui alimentait la dialectique entre aliénation et émancipation. En devenant des corps biologiques dépolitisés, les ex-citoyens deviennent progressivement des consommateurs actifs de leur propre aliénation. Ils sont en permanence sollicités pour donner leur avis électronique ou verbal et ils participent ainsi au spectacle d'une fiction post-politique qui se substitue au débat. De quoi débattre en effet si les objectifs sont universels et la bonne gouvernance le droit chemin pour les atteindre, de façon efficace et transparente, comme les normes affichées ? Participer volontairement au spectacle comme acteur non rémunéré et consommateur fasciné par les réussites en paillettes semble en voie de devenir le comble de la normalité. C'est-à-dire d'une humanité privée de société, post-politique, citoyenne d'une planète où le marché d'une part, les États les plus riches d'autre part, font la loi, l'accès aux ressources étant devenu l'un des principaux enjeux, plus que la liberté, l'égalité ou la fraternité qui ne trouvent même plus leur dernier refuge sur la monnaie devenue supranationale.

On aurait tort de voir seulement dans les analyses qui précèdent une posture nostalgique et encore moins souverainiste. Il s'agit seulement de voir

si les sciences sociales à venir seront des sciences de la société et vers quoi elles évoluent, en même temps que la société.

La gouvernance levier de la globalisation ?

La gouvernance se présente comme une somme de prescriptions relativement peu nombreuses et redondantes sur des performances techniques parées de normes de transparence démocratiques ou morales. Il s'agit en quelque sorte du mode d'emploi pour un capitalisme qui se veut aussi durable que la planète. Cette durée suppose une grande stabilité sociale, une forte dépolitisation. La nature, légitime et totalisante par nature, apporte une fonction importante de réalité et de légitimité. Elle pare l'interdépendance économique et financière du voile de l'évidence naturelle. Le capitalisme y apparaît, par nature, comme le système économique et social le plus naturel, suivant la logique du soliloque autoréférentiel qui caractérise tous les discours idéologiques qui ont tendance à ressasser en boucle des propos tautologiques en forme de chapelets ou de moulins à affirmations pieuses répétées. La notion de capital social, dans l'acception que lui donne Becker, permet de modéliser ce que des générations de sociologues ont essayé d'analyser.

Au cercle des cercles hégélien la globalisation tente de substituer un cercle plat et rond (le marché) fait de cercles concentriques. Il est plat parce que naturalisation et dépolitisation signalent la fin de l'histoire. Qu'une telle illusion sur cette fin puisse être si facilement partagée, même si elle est rarement discutée, semble assez stupéfiant pour un chercheur en sciences sociales penché sur les sociétés. L'étonnement disparaît si l'on observe que le marché (loi naturelle) a remplacé la société comme référent global et comme totalité réelle et symbolique. À force d'autorégulations la société, lieu de médiations multiples, devient proprement superflue.

Mais que reste-t-il donc aux sciences sociales ? L'invocation permanente de la société civile, ce personnage clé de la bonne gouvernance, bien virtuel néanmoins, pourrait être un refuge pour des dynamiques sociales comprimées sinon opprimées. Les ONG, par leur simple développement, sont pour la plupart devenues des entreprises de moralité qui blanchissent les abus de l'économie de marché autant qu'elles proposent des alternatives. Elles sont donc invitées dans la bonne gouvernance et financées par les bailleurs dans la mesure où leur chant s'intègre au cœur monophonique technocratique multilatéral. Leur voix est donc ambiguë et ambivalente entre aliénation et émancipation, exposée en permanence à servir d'alibi et de caution.

Ce que propose la globalisation aux sciences sociales, à travers les normes de gouvernance, c'est d'apporter des thérapies appropriées dans le cadre d'une gestion des risques généralisée qui s'appelle gouvernance et fin

de l'histoire. Pauvreté, délinquance, analphabétisme, incapacité d'entreprendre, conduites à risques en santé ou au volant, tous ces comportements sont les objets dévolus naturellement aux sciences sociales sous le carcan des normes de gouvernance. Individus pavloviens, grégaires, émotionnels et irrationnels, ces « clients » sont ciblés, de fait et déjà, dans de nombreux appels d'offres, européens en particulier, adressés aux chercheurs. La société, écartée en théorie, reviendrait seulement comme violence et dérives. La permanence des mouvements sociaux laisse aussi un champ d'investigation aux chercheurs, même sous l'angle de thérapies pour calmer ces excités, perturbateurs du marché.

Pas plus que n'existe pour l'heure une société civile mondiale, une communication permanente et sans conflits n'est pensable, tant que subsistent des sujets rebelles à la gouvernance comme objectif et méthode. Ces trublions ne sont pas ici applaudis ou fustigés mais on en constate la présence tenace, probablement durable, pas naturellement du tout, des G8 au G20. Partie émergée, limitée, de l'iceberg, ils sont le brin de paille permanent qui trouble les consensus technocratiques, l'anesthésie par la gouvernance. Ces mouvements, dits alternatifs, installent sur la scène des lucarnes où survit la société. Ils ne parviennent pas à s'insérer ou à créer des structures politiques pérennes, condition d'un impact durable, au-delà de la révolte. Contester le sujet de la gouvernance, ectoplasme post-politique naturalisé appelle des propositions politiques susceptibles de provoquer des majorités d'opinion. Contester le programme de la gouvernance c'est refuser la reproduction paisible de l'économie de marché capitaliste, à l'identique, sans horizon, ni changement, une gestion des risques permanente.

Contester les moyens de la gouvernance c'est refuser des institutions sans murs, où le contrôle est généralisé et intériorisé. Norme sans territoire, ni société, la bonne gouvernance laisse principalement aux sciences sociales l'étude de la conformité et celle de la déviance. Dans cet univers où la sécurité s'échange contre la liberté apparaît l'image irénique d'un futur en forme d'utopie postmoderne tardive que Pierre Calame, technocrate éclairé et progressiste au sens du XX^e siècle, évoque ainsi : « Le premier objectif de la gouvernance est d'apprendre à vivre ensemble et à gérer pacifiquement la maison commune, d'y assurer les conditions de la survie, de la paix, de l'épanouissement entre l'humanité et la biosphère. » (Calame, 2003)

Envisagée ainsi, la gouvernance serait l'utopie de la fin des utopies et de l'histoire, un récit post-politique naturalisé qui serait proposé comme horizon à des sociétés politiques qui n'en sont plus tout à fait tant elles se rapprochent du troupeau discipliné dont la bonne gouvernance serait le berger et l'étoile. Il résulte de cette analyse qu'une posture subversive, non idéaliste, s'impose pour des sciences sociales qui voudraient le rester, le

reste n'étant que gestion des risques du troupeau mais aussi domaines de recherches des prioritaires financées.

Et si tout cela n'était qu'une posture du XX^e siècle, une simple nostalgie du progrès et des lumières, le refus, absurde, de constater qu'elles sont définitivement éteintes et que la société a changé de nature. Certes, de nombreuses sociétés, montrent des violences chroniques, loin de toute maîtrise. Que pèsent ces fractures et ces déchirements sociaux (et parfois culturels) face aux menaces et aux risques environnementaux, sanitaires, climatiques, nucléaires ? Cette nature menaçante entre dans le XXI^e siècle avec fracas. Tsunami de 2004, Haïti, Fukushima, sans parler du VIH, du SRAS auparavant. Après l'extinction des lumières vient le temps de la gestion des risques, de la bonne gouvernance qui consisterait à garder un peu d'humanité démocratique dans le programme d'aujourd'hui, celui de la gestion d'une espèce humaine attachée à préserver sa survie, toute exigence de dignité sociale, par nature conflictuelle, étant devenue tout simplement, presque superflue. Il semble pourtant que nous soyons au milieu du gué. Tout retour en arrière est absurde. Les contours de l'autre rive se dessinent progressivement, faits de gouvernance et de capitalisme financier, d'entreprises « sociales », d'économie « solidaires ». Les seules armes disponibles s'appellent sociétés civiles, anesthésiées ou émergentes numériques et/ou sur les places de Tunisie, d'Égypte, du Yémen, où l'on prend les risques de renverser des tyrannies héritées du XX^e siècle.

À mesure que l'autre rive se rapproche une partie des instruments des sciences sociales semble frappée d'obsolescence, celle d'un héritage de trois siècles européen-américains. Apparaît peut-être alors la seule question susceptible de franchir le gué ; où se situe le degré ultime de perte du sujet politique, de dignité humaine, de liberté, au-delà duquel naissent les révoltes et les révolutions, toutes exposées qu'elles sont à toutes les récupérations liées à la peur des risques, à l'angoisse entretenue du vide. Les sciences sociales, même dans ce contexte où la nature reprend ses droits, restent en charge d'une question qui n'est pas anachronique : celle du consentement à la domination doublée de celle du refus de l'indignité individuelle et collective, indissociablement et dialectiquement liées.

La globalisation amène à formuler autrement le même problème : celui de l'indépendance (minimale ou maximale) compatible avec l'interdépendance globale. Si les sciences sociales sont parfois frappées d'obsolescence à travers certains de leurs outils elles restent en charge d'en trouver de nouveaux, plus à même d'apporter des éléments de réponse à cette question fondamentale, aussi unique que la pensée du même nom : où et quand commence l'inacceptable, c'est-à-dire l'indignité ? Cette question a de fortes chances de franchir le gué car elle est aussi pérenne que les sciences humaines et sociales. Depuis qu'il existe des sociétés, aucun régime n'est

parvenu à l'éradiquer de l'agenda des hommes. L'aliénation produite par l'interdépendance technologique globale se révèle inséparable des capacités d'émancipation qu'elle produit au même moment. L'enjeu contemporain des sciences sociales, ce n'est plus le recyclage des concepts idéalistes d'un XX^e siècle échu mais bien l'analyse d'un sujet postmoderne et postpolitique, c'est-à-dire l'identification d'une nouvelle modernité et d'une nouvelle politique, sorte d'équivalent plus discret des découvertes des grands navigateurs qui identifiaient un monde de localités diverses désormais globalement comprimées et exposées mais néanmoins toujours présentes comme lieu du sujet, lieux des sujets qui vivent dans des sociétés humaines exposées aux angoisses des risques de la nature comme au vertige de la liberté.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAZIN Laurent, HOURS Bernard, SELIM Monique, 2010 : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, L'Harmattan.
- CALAME Pierre, 2003 : *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*, F.P.H.
- FREITAG Michel, 2004 : « L'avenir de la société, globalisation ou mondialisation », *Société*, 24-25, octobre 2004 et <http://sociologie.revues.org>
- HEEMERYCK Antoine, 2010 : *L'importation démocratique en Roumanie*, L'Harmattan.
- LUHMANN Niklas, 1999 : *Politique et complexité, les contributions de la théorie générale des systèmes*, Cerf.

Hours Bernard (2011)

La gouvernance : levier normatif de la globalisation

In : Castelli Bernard (dir.), Hours Bernard (dir.). *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*

Paris : L'Harmattan, p. 81-96. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-56312-4